

## RENCONTRE FCE-MISSION ÉCONOMIQUE CANADIENNE

## Absence remarquée d'Ali Haddad

**Le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), M. Ali Haddad, était le grand absent à la rencontre qui a eu lieu hier, à l'hôtel El-Aurassi à Alger, entre les membres d'une mission économique canadienne conduite par la vice-ministre du Québec et des membres du FCE. Cette absence a été relevée par les présents à cette rencontre.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Lors de son intervention devant les participants, le vice-président du FCE, M. Tibaoui, a souligné que «l'absence de M. Haddad est d'ordre purement personnel», arguant que «des obligations personnelles et professionnelles l'ont empêché d'être ici parmi nous». Et pourtant, faut-il le rappeler, lors de la visite effectuée il y a moins de trois mois au Canada, la très forte délégation du Forum des chefs d'entreprises était conduite par son président, M. Ali Haddad.

Du côté canadien, la mission économique et diplomatique était conduite par la vice-ministre du Québec, ministre en charge des PME, de l'Allègement réglementaire et du Développement économique régional, ministre en charge de la Condition féminine et ministre de la région de Lanaudière, M<sup>me</sup> Lise Thériault. Une forte délégation qui sera également l'hôte des hommes d'affaires tunisiens et marocains au lendemain de la fin de l'escalade algérienne.

Cela étant, lors de son intervention, la responsable canadienne a mis en exergue la «volonté» de la partie canadienne de «faire valoir l'expertise des femmes d'affaires et des organismes québécois de soutien à l'entrepreneuriat féminin ainsi que les échanges sur les collaborations possibles avec les organismes actifs en matière d'entrepreneuriat». «Ces tribunes représentent également une occasion privilégiée de promouvoir les initiatives québécoises en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, et d'accroître les liens économiques entre le Québec et l'Algérie», a-t-elle dit.

Pour M<sup>me</sup> Lise Thériault, «l'objectif de cette mission consiste également à promouvoir et à mettre à profit le savoir-faire québécois en matière d'entrepreneuriat féminin, notamment celui des organismes offrant des services de soutien et d'accompagnement aux femmes entrepreneurs».

Pour sa part, l'ambassadrice du Canada en Algérie, M<sup>me</sup> Isabelle Roy, s'est dit «fière d'accueillir en Algérie des femmes chefs d'entreprise et des dirigeantes de réseaux de femmes d'affaires au Québec qui militent sans relâche pour le développement de l'entrepreneuriat féminin, son positionnement et son rayonnement dans le monde des

affaires», tout en exprimant sa joie de «la présence en Algérie de Madame Lise Thériault, vice-Première ministre du Québec et ministre responsable des Petites et Moyennes entreprises». Et d'ajouter : «Il y a quelques jours, un journaliste me demandait pourquoi je privilégie les petites et moyennes entreprises dans mon approche pour développer les relations économiques entre le Canada et l'Algérie. Il me semble évident que vu le poids des PME dans l'économie mondiale, 95% dans le monde sont des PME et elles emploient près de 60% de main-d'œuvre.»

A. B.



Ali Haddad, président du FCE.

Photo : Samir Sid

## FINANCES

## Tebboune concrétisera-t-il enfin son projet de banque de l'habitat ?

**Alors qu'il sommeillait dans les tiroirs du ministère des Finances depuis quelques années déjà, le projet de la banque de l'habitat que caressait Tebboune quand il était ministre de l'Habitat et de l'urbanisme est remis au goût du jour. Pourrait-il le concrétiser maintenant qu'il est Premier ministre ?**

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir)** - En évoquant la réforme du secteur bancaire jeudi à Alger, le Premier ministre Abdelmadjid Tebboune a annoncé que le ministère des Finances étudie le projet de création d'une banque de l'habitat qui se spécialisera dans le financement du logement et de l'investissement immobilier. «Des études sont en cours pour la création d'une nouvelle banque qui portera le nom de "Banque de l'Habitat", en commun entre la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque) et la Caisse nationale du logement (CNL), qui prendra en charge tous les dossiers en relation avec le financement de l'habitat et de l'immobilier», a-t-il indiqué.

Or, ce projet est vieux de quelques années déjà, et les études



Abdelmadjid Tebboune, Premier ministre.

Photo : Samir Sid

relatives à sa réalisation ont été lancées par le ministère des Finances du temps de Karim Djoudi. Ce dernier, faut-il le rappeler, n'était pas chaud pour lancer une deuxième banque dédiée au logement alors qu'il existe une banque publique, la CNEP, qui s'est spécialisée dans ce segment dès sa création avec à la clé plusieurs programmes qui contribuent à l'effort de l'Etat pour construire des logements. Et la réticence de Karim Djoudi, qui doutait

de l'utilité de cette banque, se lisait dans la langue de bois qu'il utilisait dans ses réponses à la presse qui l'interrogeait sur l'avancement de ce projet. Comme le démontre cette déclaration faite en marge des plénières consacrées par l'Assemblée populaire nationale (APN) au projet de loi de finances pour 2013 : «Nous avons actuellement des banques plus ou moins spécialisées comme la CNEP (...). Des discussions sont en cours entre les services du ministère de l'Habitat et ceux des Finances pour voir s'il y a utilité de créer une nouvelle institution de financement de logement, nous sommes en train de nous écouter mutuellement». Et le projet est ainsi mis en veilleuse, et on en a plus parlé depuis cette date.

Ce faisant, Abdelmadjid Tebboune, qui caressait ce projet quand il était ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme – puisque Karim Djoudi répondait à une annonce faite par Tebboune qui était son collègue dans le premier gouvernement de Sellal –, n'a pas manqué de le remettre au goût du jour, maintenant qu'il est devenu Premier ministre.

En effet, Abdelmadjid Tebboune, qui sortait d'une rencontre avec son homologue tunisien Mohamed Salmane en décembre 2012, avait

évoqué le projet en ces termes : «Nous voulions créer une banque spécialisée, mais nous préférons compter sur une banque forte dans une première étape. Et, c'est le Crédit populaire algérien qui jouera, seul, ce rôle de banque de logement. C'est l'étape préparatoire pour aller ensuite vers la création d'une banque spécialisée dans le domaine. Le choix du CPA est motivé par sa grande expérience dans la gestion des fonds et des crédits. L'objectif est d'éviter la déperdition des efforts et des fonds entre plusieurs banques.»

Si le projet de cette banque a été rangé dans le tiroir, la CNEP a continué à financer des programmes de logement, le CPA s'est distingué récemment par le blocage du paiement de centaines de chantiers d'entreprises du bâtiment. C'était en mai dernier juste avant l'installation du gouvernement de Tebboune qui, en tant que ministre de l'Habitat a accusé publiquement le CPA d'avoir bloqué volontairement les paiements. C'est peut-être la raison pour laquelle Tebboune a changé de fusil d'épaule en parlant de la CNEP dans sa dernière déclaration relative à ce projet de banque de l'habitat. Pourrait-il enfin le concrétiser ?

L. H.

## PROGRAMME SANTÉ DU GOUVERNEMENT

## Rien de révolutionnaire pour le secteur

**Le programme santé du nouveau gouvernement ne constitue pas une révolution. Ses principaux axes, la lutte contre le cancer, la prévention contre les maladies non transmissibles, le soutien à la formation et l'encouragement de la production nationale du médicament ou le changement du mode de gouvernance du système de santé, sont déjà annoncés dans l'avant-projet de loi sanitaire qui n'arrive pas à voir le bout du tunnel.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Le gouvernement prévoit-il une nouvelle politique de santé ? Le Premier ministre a présenté le programme du gouvernement le 21 juin dernier devant les parlementaires et dans son volet santé, les principales directions annoncées sont déjà prévues dans le nouveau projet de loi sanitaire. Or, le Premier

ministre, n'a, à aucun moment fait référence à ce document qui se trouve depuis presque une année dans les tiroirs de l'Assemblée populaire nationale.

Cet avant-projet de loi, censé moderniser le secteur, serait-il abandonné ? Une chose est sûre, il ne constitue pas une priorité, eu égard de tous les reports dont il a

fait objet pour qu'il ne soit pas débattu.

Ainsi, dans son programme, le gouvernement a annoncé qu'il procédera au changement graduel du mode de gouvernance du Système national de santé, par l'adoption d'un cadre législatif réhabilitant la planification et la régulation de l'offre, en favorisant l'évaluation et l'optimisation des moyens, le développement de réseaux de soins, la disponibilité d'un personnel formé et qualifié, d'équipements performants et de produits pharmaceutiques.

La formation initiale sera, cite-t-on encore, renforcée et adaptée aux besoins en ressources humaines en santé, estimés à

plus de 72 000 paramédicaux. Le programme prévoit aussi de nouvelles mesures incitatives pour assurer la stabilité des praticiens spécialisés dans le secteur public et l'encouragement de leur installation à titre privé dans le Sud et les Hauts-Plateaux.

Le gouvernement compte achever le système d'information du secteur de la santé et la concrétisation du système «Sihatic». Ce système, précise-t-on, permettra d'évaluer le coût des prestations des soins et contribuera à court terme à formaliser le système de contractualisation entre les établissements de santé et les organismes de la sécurité sociale.

Le gouvernement affirme qu'il

continuera à assurer la disponibilité des produits pharmaceutiques et renforcer les instruments de régulation et de maîtrise des dépenses de santé, à travers la promotion du médicament générique, la lutte contre les prescriptions excessives et inadaptées, l'adoption de protocoles thérapeutiques pour les pathologies lourdes et onéreuses et la maîtrise de la facture d'importation par l'encouragement de la production nationale.

Dans son programme, le gouvernement dit œuvrer à faire passer à l'horizon 2019, la couverture du marché national de médicaments par la production nationale à 70%.

S. A.